



## **Nouveau document politique de l'UNESCO montre que les gouvernements ne suivent pas la demande croissante pour l'enseignement supérieur.**

Un nouveau document politique écrit par le Rapport GEM et le L'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ) de UNESCO montre que, entre 2000 et 2014, le nombre d'étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur a plus que doublé, passant de 100 à 207 millions. Les gouvernements ont du mal à suivre cette demande croissante, laissant une partie du coût élevé de l'enseignement supérieur transféré aux familles, dont beaucoup n'en ont pas les ressources financières.

Le document énonce une série de mesures visant à rendre l'enseignement supérieur plus équitable et abordable, y compris pour s'assurer que les remboursements de prêts étudiants ne dépassent pas 15% de leurs revenus mensuels. Tout ajout menace de laisser pour compte les personnes les plus démunies.

“En créant et en transmettant des connaissances vitales, des compétences et des valeurs fondamentales, l'enseignement supérieur est une pierre angulaire pour atteindre les objectifs de développement durable,” dit Irina Bokova, Directrice-Générale de l'UNESCO. “La demande pour l'enseignement supérieur va continuer à augmenter. Les gouvernements doivent répondre en introduisant une gamme de nouvelles politiques qui assureront que l'expansion ne laisse pas les marginalisés pour compte, et que l'accès est fondé sur le mérite et non sur un privilège ».

Analyser les tendances mondiales, le nouveau document, Six façons d'assurer l'enseignement supérieur ne laisse personne derrière, montre que moins de 1% des plus pauvres avaient terminé aux moins quatre années d'enseignement supérieur, contre 20% des plus riches.

En Afrique du Sud, en 2013, environ un sur six des Africains et des Métis ont participé, contre plus de la moitié des Blancs (55%). De même, au Mexique, moins de 1% des membres de la population autochtone étaient inscrits dans les établissements post-secondaires. En Chine, les jeunes ruraux ont sept fois moins de chances d'aller à l'université que les jeunes des zones urbaines.

L'accès à l'enseignement supérieur s'est développé le plus rapidement dans les pays riches: seulement 8% des jeunes adultes sont inscrits en moyenne dans les pays les plus pauvres, contre 74% dans les pays

les plus riches. Les plus grandes disparités entre les sexes se retrouvent également parmi les pays les plus pauvres. Les femmes ne représentaient que 30% des étudiants de baccalauréat dans les pays à faible revenu en 2014.

"Dans certains pays avec des inégalités sociales profondément enracinées, une action positive par des quotas ou des systèmes de bonus peut être nécessaire pour élargir l'accès aux groupes sous-représentés, même si ces mécanismes sont controversés", explique Suzanne Grant Lewis, directrice de l'IIPE.

Les collèges et les universités privées ont élargi leurs activités pour répondre aux besoins croissants des étudiants, et représente 30% de l'ensemble des étudiants dans le monde, passant à 50% en Amérique latine.

Les gouvernements ne restent pas à flot, financièrement, avec le demande pour l'enseignement supérieur et les familles paient la note. Dans 26 pays d'Europe, les ménages ont payé 15% du coût de l'enseignement supérieur en 2011. Dans d'autres pays à revenu élevé, les dépenses des ménages étaient encore plus élevées: 40% en Australie, 46% aux États-Unis, 52% au Japon et 55% au Chili.

L'UNESCO, la seule organisation des Nations Unies chargée de l'enseignement supérieur, conseille aux gouvernements d'utiliser une combinaison de politiques visant à aider les personnes défavorisées, telles que les frais de scolarité, les bourses d'études et les remboursements de prêts adaptés en fonction des revenus, afin d'aider les familles à gérer les coûts. L'article s'appuie sur une série d'exemples pour montrer comment différents pays développent et diversifient les offres d'enseignement supérieur pour obtenir une plus grande équité.

"La dernière chose que nous voulons, c'est que l'enseignement supérieur soit la balle et la chaîne autour des chevilles des étudiants", a déclaré Aaron Benavot, directeur du rapport GEM. "Faire face à l'expansion spectaculaire des étudiants n'est pas facile, mais il existe des solutions politiques que les gouvernements peuvent mettre en place pour empêcher que la facture soit livrée aux ménages".

Six recommandations spécifiques sont données pour rendre l'enseignement supérieur équitable et abordable pour tous:

1. Sachez quel est votre objectif pour les politiques d'équité.: Assurez que vos politiques bénéficient aux groupes qui en ont le plus besoin.
2. Inscrivez-le dans la loi: Assurez l'équité et l'accessibilité financière dans divers systèmes d'enseignement supérieur en garantissant les principes d'accès dans les cadres de réglementation.
3. Mettez en place des organismes de direction et de suivi: établissez des organismes nationaux chargés d'élaborer et de suivre des politiques d'égalité des chances

4. Offrez des chances égales à tous: Utilisez une combinaison de critères d'admission pour faire en sorte que tous les étudiants aient une chance équitable d'accéder aux meilleures universités quel que soit le milieu d'où ils viennent
5. Combinez les frais d'inscription avec des bourses et des prêts soumis à des conditions de ressources: Établissez un organisme chargé de coordonner les décaissements de l'aide financière aux étudiants
6. Limitez les remboursements des étudiants à moins de 15% du revenu mensuel.

FIN -

Merci de contacter Kate Redman pour des entretiens ou pour toute autre information:  
k.redman@unesco.org 0033671786234

Notes à l'éditeur:

[Telecharger le document politique](#)